



Photographie : *Pax International*, vol 7, n°4, mars 1932, numéro spécial « Les Pétitions à Genève ».

Et si une pétition pouvait changer le monde ?

Le 6 février 1932, une délégation de 200 femmes, regroupées au sein du Comité du Désarmement créé par les Organisations Féminines Internationales (CDOFI), se rend à Genève, au siège de la Société des Nations (SDN), pour remettre aux membres de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements leur pétition internationale pour la paix et le désarmement. Considérée par la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) comme « l'une des œuvres les plus importantes¹ » qu'elle ait entreprise, la pétition recueille, en quelques mois à peine, plus de 8 millions de signatures individuelles à l'échelle internationale.

Si vous n'avez jamais entendu parler de cette pétition, c'est sans doute parce qu'elle est passée à peu près sous silence dans l'historiographie. Pourtant, elle demeure à ce jour l'une des plus grandes pétitions internationales en ce qui concerne le nombre de signataires par rapport à la population mondiale². Prise en charge par des associations féminines dans plus de 56 pays, elle offre un exemple intéressant de collaboration entre femmes à l'échelle mondiale et nationale. Cependant, les historien(ne)s qui s'y sont intéressés l'ont fait dans le cadre d'études plus larges sur les mouvements de paix internationaux de la période de l'entre-deux-guerres, ne lui accordant que quelques lignes, voire au mieux quelques pages³.

¹ *Pax International*, vol. 6, n°5, avril 1931

² Thomas Davis, *The Possibilities of Transnational Activism : The Campaign for Disarmament Between the Two World Wars*, Leiden, Boston, Maritnus Nijhoff Publishers, 2007, p. 99.

³ Harriet Alonso, *Peace as a Women's Issue : A History of the U.S. Movement for World Peace and Women's Rights*, New York, Syracuse University Press, 1993 ; Linda Schott, *Reconstructing Women's Thoughts : The*

Je crois qu'il est grand temps qu'on accorde à cette pétition toute l'attention qu'elle mérite. De toutes les actions entreprises par les femmes autour de la question du désarmement durant la période de l'entre-deux-guerres, la pétition, en circulation de 1930 à 1932, est de loin la plus importante. Au Canada, par exemple, 491 060 personnes, soit près de 5 % de la population de l'époque, signe la pétition⁴. En Grande-Bretagne ce chiffre s'élève à 2 146 062, alors qu'aux États-Unis il est de 1 135 453. Plus surprenant encore, 1 041 345 personnes se prononcent en faveur du désarmement en Allemagne, et ce, deux ans à peine avant la prise de pouvoir d'Adolf Hitler⁵.

Ces chiffres ont de quoi impressionner, particulièrement lorsque l'on considère que les moyens de communication de l'époque ne sont pas que ceux que nous connaissons aujourd'hui. À l'air du numérique et des médias sociaux, le nombre de pétitions qui passe devant nos yeux chaque année est devenu difficile à compter. Selon le site change.org, une populaire plateforme de pétitions en ligne, plus de 1000 pétitions sont enregistrés sur leur

Women's International League for Peace and Freedom before World War II, Stanford, Stanford University Press, 1997 ; Davis (2007) ; Karen Offen, « The Women's Peace Petition at the World Disarmament Conference, Geneva, 1932 », *International Museum for Women*, 28 octobre 2008 : <http://www.imow.org/community/blog/viewEntry?id=32>.

⁴ Selon Statistique Canada, le pays compte environ 10 510 000 habitants en 1932. <http://www.statcan.gc.ca/pub/98-187-x/4151287-eng.htm>.

⁵ Ces chiffres proviennent du *Rapport officiel des déclarations et des pétitions présentées par le Comité du désarmement créé par les organisations féminines internationales à la Conférence du Désarmement*, Genève, 6 février 1932.

réseau chaque jour aux États-Unis⁶. Ce n'est pas rien. Mais en 1930, la mise en circulation d'une pétition d'une telle envergure est très différente.

Prenons l'exemple du Canada. Ici, c'est la section canadienne de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (ou LIFPL) seule association pour la paix à avoir survécu au conflit, qui prend en charge la pétition. Relativement petite en terme de membres – en 1926 la revue *Pax International* indique que la section canadienne compte 474, mais ne précise pas s'il s'agit de l'ensemble des branches canadiennes ou d'une seule en particulier –, la LIFPL compte toutefois sur l'appui de bons nombres d'organisations féminines, notamment au sein des associations d'agricultrices. Elle a également parmi ses membres certaines figures féminines importantes. Au début des années 1930, sa présidente est nul autre qu'Agnes MacPhail, première femme député à la chambre des Communes et première Canadienne envoyée à titre de déléguée à la Société des Nations.

Durant ses premières années d'existence, l'action de la section canadienne – toutes branches confondues – est axée sur l'éducation de la paix et contre la militarisation des jeunes. Toutefois dès 1928, après la signature du pacte Kellogg Briand renonçant à la guerre comme moyen de résoudre les conflits, la ligue tourne son attention vers la question du désarmement. « Si d'après ce traité, les nations doivent renoncer à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale, il est clair qu'il faut ensuite prendre une mesure pratique pour procéder au désarmement », explique Laura Jamieson, fondatrice de la branche de Vancouver de la LIFPL, dans son rapport fait à la section internationale pour l'année 1928⁷.

Pour MacPhail, qui est la première femme à siéger à la Conférence du Désarmement en 1932, il est clair que l'opinion publique doit jouer un rôle primordial autour de cette question : « Que sont les conférences de désarmement, même celles de la SDN, si elles ne sont pas soutenues par la conviction des peuples de l'univers?⁸ » demande-t-elle devant la chambre des communes à l'été 1928. Au moment de faire circuler la pétition, la Ligue réitère l'importance d'une opinion publique forte en faveur du désarmement : « it is imperative that public opinion be thoroughly educated, and that the people be pledged to give every support to the cause of Disarmament, both before and when the Conference begins⁹ » peut-on lire dans un bulletin envoyé à ses membres le 19 janvier 1931.

Si on ne connaît pas le pourcentage de signataires par région au Canada – il s'agit d'une question à laquelle j'espère répondre

⁶ <https://www.change.org/l/us/p/press>

⁷ *Report of the Sixth Congress of the Women's International League for Peace and Freedom*, Prague, August 24th to 28th, 1929.

⁸ *Ibid.*

⁹ Thomas Paul Socknat, « *Witness Against War* » : *Pacifism in Canada, 1900-1945*, Ph.D. Thesis, McMaster University, January 1981, p. 257.

grâce à de futures recherches – mes sources semblent indiquer qu'à l'instar de la Ligue elle-même, la campagne pour le désarmement à surtout été l'affaire des provinces de l'ouest et du centre du pays. Si l'historien Thomas Paul Socknat affirme que l'engouement qui entoure la pétition témoigne de l'importance de la question au pays¹⁰, force est toutefois de constater que cet engouement semble très régional. Outre une mention rapide d'une tournée de sensibilisation dans les provinces de l'Est canadien et pour laquelle je n'ai trouvé aucune autre explication, aucune des sources consultées jusqu'à présent ne fait état du travail effectué ni au Québec ni dans les provinces maritimes.

Au moment de l'ouverture de la conférence le 2 février 1932, Winnifred Kydd, la présidente du Canadian National Council of Women et membre de la délégation officielle canadienne à la Conférence, souligne l'atmosphère positive qui règne entre dans les murs du palais de la Société des Nations. Elle attribue cet enthousiasme à l'effort effectué par les femmes pour faire connaître l'opinion publique du monde entier : « I am convinced that you, who have laboured so devotedly to have these petitions signed and placed before the Conference, are largely responsible for this more friendly atmosphere in which our work is proceeding. I appeal to you not to relax your efforts¹¹ », indique-t-elle.

De façon générale, les pétitions sont accueillies avec bienveillance par les délégués présents à Genève. Arthur Henderson, président de la Conférence, fait d'ailleurs afficher les feuilles de pétitions dans le couloir qui mène à la grande salle de la Société des Nations pour que les délégués nationaux sentent sur eux la pression de l'opinion publique¹². Cependant, malgré les valeureux efforts de ces militantes pour la paix, la réussite tant espérée de la Conférence ne se concrétisera pas. La Conférence pour la réduction et la limitation des armements prend fin le 11 juin 1934 sans être parvenue à mettre sur pied un programme de désarmement.

S'il est difficile, voire même impossible, d'évaluer l'impact réel du travail de ces femmes sur les dirigeants politiques et encore moins sur la population mondiale et canadienne, il est clair que le travail entrepris pour sensibiliser la population à la question du désarmement est non négligeable. Cette pétition n'a peut-être pas changé le monde, mais elle offre certainement un objet de recherche intéressant pour l'historien qui s'intéresse à la force de l'opinion publique et à l'engagement des femmes dans la sphère internationale au début du 20^e siècle.

Marie-Michèle Doucet

Secrétaire de la langue française

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*, p. 259

¹² Carl Bouchard, « Towards Peace and Reconciliation. After the Great War : Letter-writing to the League of Nations », dans Bruno Charbonneau & Geneviève Parent, *Peacebuilding, Memory and Reconciliation. Bridging top-down and bottom-up approaches*, London, Routledge, 2012, p. 190.